

Alar^{me}

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. "

POUR UNE ALTERNATIVE PROLETARIENNE

Le gouvernement est décidé à redonner à la Nation française tout l'éclat qu'elle mérite. Pour cela, il s'attaque à deux graves problèmes : le chômage et la sécurité.

La sécurité comme chacun le sait, est menacée par l'anti-France ; pour la garantir, des mesures viennent renforcer la répression des immigrés (qui ont le tort de ne pas être français, en plus d'être étrangers). L'entrée en France et le séjour seront soumis à d'élastiques conditions (en plus de l'instauration du visa pour les touristes) : justifier de revenus en France, ne pas constituer une menace pour l'ordre public, s'assimiler aisément à la population locale, sont autant de formules dont l'interprétation libre (liberté oblige!) est laissée aux forces de police. Chômeurs et grévistes sont comme d'habitude visés et menacés d'expulsion. L'expulsion elle-même n'est plus un acte judiciaire mais administratif, réalisé sur simple arrêté préfectoral. De plus, dans un respectable souci d'égalité des droits entre immigrés et français, la vérification d'identité est légalisée (comme si la police avait besoin d'être légalisée !) et la garde à vue peut être portée à 4 jours pour présomption de terrorisme (élasticité désormais banale...). Enfin pour mettre tout le monde d'accord, il y aura une nouvelle carte d'identité, dite infalsifiable, mais dont l'instauration permettra un contrôle général de la population.

Visiblement il y a là une inquiétude quant à l'instabilité sociale due au chômage croissant. Cependant de nouvelles mesures sont ou vont être prises pour juguler le chômage, en plus de l'embauche de flics... Sur ces deux fronts, tous les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, pratiquent la même orientation depuis une décennie au moins. Après avoir appelé les chômeurs à devenir patrons, artisans, commerçants, le gouvernement les appelle à devenir domestiques : "petits boulots", "travail à domicile", ainsi qu'à travailler à mi-temps ou même être licencié à mi-temps. Cet appel aux petits travaux et à moins de travail signifie bien sur moins de salaire mais la menace a été clairement exprimée : c'est cela ou rien car de toute façon il y aura toujours assez de chômeurs non indemnisés pour espérer un boulot de ce genre. De plus, les travailleurs auront des postes de plus en plus précaires avec les facilités qui seront données pour

l'embauche temporaire. Ces mesures ne font que renforcer une tendance déjà amorcée ou reconnaître des faits déjà établis, mais elles révèlent l'idéal du Capital : des prolétaires domestiques ou accourant au travail comme des chiens à la soupe, embauchables ou licenciés à merci et de capitalistes récompensés de ce qu'ils considèrent être de la charité par des diminutions d'impôts.

La reconnaissance officielle de l'utilité publique des travaux serviles prolonge celle des TUC, TIP, etc, et de la servilité publique des jeunes prolétaires. Bien sûr rien de tout cela ne se fait sans être négocié avec les syndicats, qui expriment toutes les nuances allant de oui-mais (CFDT) à non (CGT) en passant par peut-être pas (FO).

Seule la CGT promet la "lutte", c'est-à-dire des actions bidons isolées et brèves, au nom de la défense de l'emploi, des acquis et des entreprises. Les prolétaires les plus combattifs, s'ils suivent ces consignes, réclameront donc "au mieux", le droit à l'exploitation "comme avant" car tout ce qu'ils pourront dire ou faire contre l'exploitation (précaire ou bien assise) ils devront le faire en-dehors et contre les syndicats. En effet ces derniers ne font que négocier plus ou moins violemment les conditions auxquelles les prolétaires sont vendus ou mis au rebut et faire accepter ces conditions du capital par les travailleurs. La "rentrée des luttes", sur le terrain revendicatif de la défense de l'emploi, de l'exploitation salariée et du corporatisme, n'est qu'une supercherie de plus montée par les syndicats pour écoeurer ceux qui ont encore le cœur à se battre.

Le Capital nécessite des licenciements, le travail temporaire, précaire, pour résoudre ses problèmes de valorisation, de baisse du taux de profit, etc. Mais ce faisant il replonge les prolétaires dans des conditions plus dures et les rend encore plus indifférents ou hostiles à leur travail, à la production. Si le chômage croît, il peut s'attendre à des troubles qui même s'ils ne vont pas loin, gênent son bon fonctionnement. Ainsi par exemple, la colère des travailleurs des entreprises Arnault, au Havre, début Septembre. A l'annonce d'un licenciement massif, les ouvriers ont mis le feu aux bâtiments, aux cris de "si l'entreprise doit nous faire crever, qu'elle creve avec nous!", sans que les syndicats ou le patron puissent les arrêter. Certes, briser les machines manifeste l'impuissance et l'inorganisation des prolétaires, mais cette réaction collective se situe certainement plus près d'une pratique ouvrière que n'importe quelle manifestation violente ou non, pour la défense de l'entreprise.

A l'inverse, si par hasard l'augmentation du nombre de flics et de larbins (plus tous les mouchards qui se recrutent là) réduisait le chômage, ce serait le chantage à l'emploi qui perdrait de sa force et de nouveaux conflits qui se prépareraient. Il n'y a pas de solution capitaliste à ces contradictions (sinon la guerre) parce qu'elles se résument toutes au fait que le capital a besoin de prolétaires pour créer de la valeur, que la productivité croissante implique moins de travail humain dans les produits et donc moins de valorisation du capital, d'où une course sans fin entre de moins en moins de prolétaires produisant de plus en plus de marchandises qui finiront par ne plus se vendre et de l'autre côté, la mort des entreprises si elles ne licencient pas en augmentant la productivité. Aucun discours sur les "créateurs d'emplois" ne saurait masquer la réalité des "créateurs de richesses", exploités et bafoués.

Se soucier de "son" entreprise, de "sa" profession, de "sa" nation ne peut que nous faire rester les jouets des mouvements du capital, manipulés par les syndicats et incapables de manifester nos propres intérêts. Refuser la moindre solidarité avec les nécessités du bon fonctionnement de ce système, qu'il s'agisse de licenciements, de productivité, de contrôle policier, c'est là le minimum que nous devons mettre en avant pour commencer à nous battre. S'organiser contre tous les appareils qui ne vivent que grâce à notre passivité, qu'il s'agisse de la police en uniforme ou non (syndicats), déterminer les objectifs et les méthodes de lutte en les soumettant à la nécessité d'une société sans classes, sans se laisser intimider par les chiens de garde du capital, tel est notre besoin immédiat, dont la mise en avant démontrera et réalisera l'unité du prolétariat.

Navale: avancez des mesures révolutionnaires!

Depuis au moins trois ans, l'industrie navale française survivait grâce aux subventions importantes de l'Etat. Imaginez ! 13 milliards de francs en 3 ans soit 300 000 f par an et par ouvrier, soit encore le triple des salaires versés à l'ensemble des ouvriers des chantiers navals. Ceci donne au passage une faible idée de ce que la totalité de la classe ouvrière pourrait revendiquer comme augmentation de salaire si elle tenait compte de ses propres intérêts sans se laisser limiter par ceux de l'économie nationale.

Mais revenons à notre propos. Aujourd'hui c'est fini ou presque, l'Etat capitaliste français refusant, en tendance, d'éponger les pertes grandissantes d'une industrie condamnée mondialement (voir la cessation ou la forte diminution de l'activité en Angleterre, en Espagne, en Corée, au Japon, en Suède). En effet les armateurs ne veulent plus, ou presque, de bateaux, un sur quatre étant déjà inemployés. Les conséquences sont aussi claires que brutales. Les prix chutent (le prix d'un bateau a diminué de moitié en cinq ans) et les bénéfices diminuent d'autant plus que les capacités productives sont énormes. Entre parenthèse, contre tous ceux qui parlent aujourd'hui de crise généralisée de "surproduction", ils peuvent se faire une idée de ce qui se passerait si elle existait réellement. D'une part aucune entreprise n'afficherait d'augmentations de bénéfices, comme c'est encore le cas (et spectaculaire dans certains secteurs), d'autre part l'Etat serait incapable de réagir et de combler les déficits. Mais poursuivons. Ainsi en France, les pertes de bénéfices de l'industrie navale sont telles (voir la Normed) qu'il reviendrait moins cher à l'Etat capitaliste de payer les ouvriers à ne pas travailler que de maintenir, à coup de subventions, leur activité elle-même. Compte tenu que celle-ci est déclinante et que l'économie nationale doit achever sa reconversion industrielle, c'est-à-dire qu'elle doit renforcer techniquement les secteurs rentables afin de faire face à la concurrence internationale, l'Etat capitaliste ne doit plus, à plus ou moins long terme, entretenir les chantiers navals qui lui coûtent plus qu'ils ne lui rapportent. A l'opposé du discours sur les mutations technologiques censées révolutionner la société et signifier le progrès social, la situation "scandaleuse" des chantiers navals va être liquidée selon les vieilles méthodes capitalistes. Aussi c'est tout naturellement qu'au scandale capitaliste succède la tragédie, et ce sont des milliers d'ouvriers qui vont être licenciés puis disséminés au sein des multiples stages de reconversion dont on peut se faire une opinion du contenu quand on connaît les dernières propositions du ministre de l'Emploi (Seguin) pour réduire le chômage. Celui-ci propose effectivement la création de "boulots périphériques" définis comme des travaux sous payés d'assistantat public. Quelle reconversion ! De la misère sociale vers la misère sociale !

Ils sont beaux les miracles de la technologie dont nous gavaient et nous gavent toujours les gouvernements capitalistes, qu'ils soient de droite, de gauche ou les deux à la fois. Il est beau leur progrès social !

Non seulement le chômage augmente, mais de plus, incapable d'incorporer dans la production sociale tous les ouvriers des secteurs dits "dépassés" afin de diminuer la durée et l'intensité générales du travail, le capitalisme soit disant "révolutionnaire" crée à grande échelle des tâches parasitaires qui témoignent au contraire de son involution sociale. Il faut préciser que ces tâches à l'image de l'assistantat public de Seguin n'ont pas pour but de développer la société mais de contenir, dans les limites de l'ordre capitaliste, des forces sociales marginalisées. Et ce n'est pas tout, car si le capitalisme élimine des industries dont l'inutilité à l'échelle humaine et planétaire, n'est pas démontrée, il accroît en même temps les moyens de destructions les plus raffinés. Ce mouvement peut parfois se vérifier dans une seule branche de la production. Ainsi aujourd'hui si l'industrie navale civile s'écroule, l'industrie navale militaire, elle, survit confortablement en intégrant de surcroît les dernières inventions scientifiques et techniques (par exemple aux USA, seule l'industrie navale militaire existe.).

Donc comme nous venons de le montrer brièvement, la récente création de techniques nouvelles n'a pas eu pour effet, au sein du capitalisme, d'augmenter le progrès social. Bien au contraire, ces techniques ont une telle puissance que leur mise en valeur par le capitalisme est attentatoire à la vie de l'humanité. Par conséquent, pour renverser

ce processus, le prolétariat qui manipule ces techniques sans en jouir, doit s'opposer à ce qu'elles servent à la croissance économique capitaliste et pour ce faire il doit détruire les présents rapports sociaux et les remplacer par d'autres, communistes ceux là, dont le moteur n'est pas la recherche du profit maximum mais la satisfaction des besoins humains. Non seulement c'est possible, comme l'ont démontré les tentatives passées de révolution sociale, mais c'est urgent puisque sans réaction du prolétariat la société ne cesse de dégénérer.

Voilà ce que doit prendre en compte une riposte prolétarienne sur les chantiers navals ou ailleurs, et non les alternatives capitalistes vaseuses des syndicats. Mais de la part de ces derniers qui sont les pires ennemis du prolétariat, nous n'attendions pas mieux. Prenons par exemple les énigmatiques slogans de la CGT "non à la casse, oui à l'emploi", ou mieux ces intersyndicales qui proposent des journées ouvertes afin de montrer au public les capacités de l'appareil productif. Qu'est-ce que cela signifie si ce n'est qu'en bons marchands de la force de travail, et en bonnes organisations capitalistes, les syndicats sont à la recherche d'un patron éventuel ? N'ignorant pas le déclin de l'industrie navale, et n'ignorant pas qu'aucun capitaliste avec un projet d'envergure englobant tout le matériel en place ne se portera acheteur des chantiers, qu'est-ce que cela signifie, une nouvelle fois, si ce n'est que les syndicats prennent la classe ouvrière pour un tas d'abrutis ? Et le pire malgré quelques débordements sans contenu, c'est que ça marche comme en témoigne le remue ménage syndical sur les chantiers.

Alors ce qui était une impasse, du point de vue capitaliste face aux ouvriers, risque bien de se conclure par une victoire des partenaires sociaux (l'Etat, le Patronat, les syndicats) sur un prolétariat qui part battu d'avance s'ils ne s'affrontent pas à la racine du problème. Coincés dans la logique capitaliste, les ouvriers des chantiers finiront par accepter les petits boulots sous payés de Seguin dont Bergeron et E. Maire n'ont pas peur de reconnaître publiquement la "nécessité".

Et bien non ! Nous le réaffirmons, cette nécessité n'est pas celle de la classe ouvrière pas plus qu'il n'est une nécessité pour elle de refuser les licenciements afin de conserver jalousement un poste de travail, qui la condamne à être exploitée sa vie durant pour faire croître une économie qui la prive relativement de toutes les richesses sociales que de plus elle produit.

Par conséquent, si nous admettons que la classe ouvrière doit se reconvertir, c'est uniquement dans le sens où elle doit se transformer en une classe révolutionnaire, animée de cette solidarité qui la fera s'emparer des moyens de production pour satisfaire ses besoins et ceux de l'humanité toute entière pour disparaître en tant que classe donnant cours à une société sans classes précisément. C'est pourquoi en tant que révolutionnaires soucieux de développer la solidarité de classe et de détruire le capitalisme mondial avec y compris ses gardes chiourmes syndicaux, nous disons :

A BAS LE SYNDICALISME ! A BAS L'ECONOMIE NATIONALE ! A BAS L'ECONOMIE INTERNATIONALE !

- Diminution générale du temps de travail relative à l'incorporation dans la production sociale de tous les chômeurs et de tous ceux qui effectuent des travaux parasitaires ou à vocation meurtrière.

- Augmentation générale des salaires réels du prolétariat

- Appropriation des augmentations de la production (quelque soit leur origine (technique ou due à l'incorporation des chômeurs) par la classe ouvrière elle-même, organisée en dehors et contre les syndicats dont la destruction est une tâche urgente.

- Enfin suppression de la mendicité par des distributions gratuites de biens de consommation à tous les nécessiteux, invalides, personnes âgées...

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

VIVE LA GESTION OUVRIERE MONDIALE DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION !

VIVE LA REVOLUTION SOCIALE !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS, SUPPRIMEZ LES POLICES, LES ARMEES, LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE. Pour ce faire, ARMES POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT.

La racaille syndicale

Que le syndicalisme sous toutes les latitudes du monde capitaliste sans exception d'aucune nation soit une force contre la révolution, un pilier nécessaire du système mondial actuel, nous l'avons dit et répété dans *Alarme*. Nous le soulignons à nouveau et nous réinsisterons là-dessus toujours, et ce même si dans les pays démocratiques dits avancés la désyndicalisation représente un phénomène relativement important, car pour l'instant l'optique, la démarche et les buts syndicaux sont encore ancrés dans la mentalité des secteurs même les plus radicalisés en apparence. En clair il faut redonner (il faut se redonner) confiance aux prolétaires qui par leur attitude dans les grèves se dirigent tant bien que mal vers l'organisation indépendante de classe. Organisation indépendante qui ne doit et ne peut s'orienter que vers l'union grandissante des prolétaires contre les bases mêmes de leur exploitation : le travail salarié et les rapports sociaux qu'il détermine. Le syndicalisme lui, sous couvert de la défense immédiate non plus seulement de la classe ouvrière mais des catégories sociaux-professionnelles (flics, cadres...) a sa propre perspective, celle de cesser d'être de simples intermédiaires dans la vente et l'achat de la force de travail afin de participer directement dans la gestion (en tant que propriétaire ou co-propriétaire) de l'exploitation des travailleurs.

Un simple regard vers les pays mensongèrement appelés socialistes confirme cette affirmation, et puisqu'on est en France, voyons ce qui se passe dans les secteurs industriels où un syndicat (en l'occurrence la CGT) est "le seul représentant" de la classe ouvrière (entre autre Presse Routage, MNPP, dockers au Havre). Là le syndicat a les 100% du pouvoir d'embauche. Ce qui signifie en clair, que même pistonné par les grands maritons de la hiérarchie patronale, il est impossible d'obtenir un emploi si vous n'êtes pas directement soutenu par un bonze syndical. Bonze qui peut se porter encore plus garant de votre bonne conduite si vous possédez la carte du P"C"F, car c'est un atout majeur pour aller se faire exploiter dans ces secteurs.

Que dire d'un syndicat qui peut vous faire virer de l'entreprise par la direction patronale lorsque défendant des intérêts de votre classe vous vous mettez les deux hiérarchies à dos ?

Que dire d'une organisation qui tant qu'elle ne décide pas de vous attribuer un poste fixe, peut vous faire travailler jusqu'à 3 services de suite à Presse Routage (21h) sur les chaînes de l'exploitation (procédé qu'ils appellent Permanence) ? Elle peut toujours se prononcer publiquement contre les heures supplémentaires, c'est elle qui les organisent là où elle a le plein pouvoir.

Que dire en fait d'une organisation qui vous tient soumis par la force matérielle au consensus dicté par patronat, Etat et syndicat ?

Que dire d'une force qui assure conjointement avec le patronat la bonne rentabilité de l'entreprise par le chronométrage (cadences) qu'ils ont conjointement décidé et qu'ils contrôlent ensemble ? Est-ce un hasard si le secrétaire général du syndicat du livre (Lancry) a reçu la Légion d'honneur félicité par toute la racaille de France et de Navarre ?

A propos de "notre cher pays" il est intéressant de mettre en relief une petite information passée presque inaperçue dans la presse capitaliste. En effet pour la première fois un gouverneur de la Banque de France recevait ... un secrétaire général de la CGT venu célébrer le 50ième anniversaire du syndicat CGT de la banque de France. Ce n'était pas une rencontre protocolaire a indiqué M. Krasucki à la presse en exprimant la crainte que les réformes en cours aboutissent à "un affaiblissement dangereux de la Banque de France".

Que le syndicalisme ne s'inquiète donc pas, avec ses autres partenaires sociaux, Etat-patronat ils s'arrangeront tant bien que mal pour que le capital ne s'écroule pas.

Quant aux prolétaires lorsqu'ils se manifesteront en tant que classe révolutionnaire, ils sauront suivre les conseils des communistes du passé (1871 doit bien rappeler quelque chose !) ; ils ne l'affaibliront pas, ils s'en accapareront pour mieux la détruire. Des faits gros comme une maison il y en a à la pelle. Que penser par

exemple d'un des plus grands locaux de la CFDT (immeuble de plusieurs étages) dont le bail, le service d'entretien, l'électricité et les communications téléphoniques effectuées sur la région parisienne sont payés par ... la municipalité de Paris à la tête de laquelle se trouve notre cher premier ministre M. Chirac ?

Etant tout aussi internationalistes d'un point de vue révolutionnaire que les syndicats le sont d'un point de vue capitaliste, nous ne résistons pas à donner quelques autres exemples significatifs se produisant dans d'autres saintes patries de l'exploitation marchande. En Allemagne de l'Ouest (dans l'autre le syndicat est déjà directement un administrateur de l'exploitation de la force de travail au niveau national) un industriel de l'alimentation M. Schliesser a racheté l'empire immobilier ... de la Fédération des syndicats ouest-allemand (DGB) contrainte de vendre à cause d'une mauvaise gestion et de la corruption. Fondée en 1954 à partir du regroupement de toutes les sociétés immobilières d'origine syndicale, la Neue Heimat (empire immobilier syndical) a joué un rôle important pendant les années d'après guerre dans la construction de logements sociaux; Jusqu'au jour où son tout puissant patron, Albert Victor, s'est trouvé un peu à l'étroit dans le corset de son statut d'utilité publique. C'était l'époque où la spéculation immobilière battait son plein en RFA. Assis sur ses 350 000 logements sociaux, M. Victor devait se contenter de maigres bénéfices alors qu'un peu partout des fortunes colossales se faisaient en spéculant sur la pierre. Une seconde société de droit commun celle-là fut créée pour utiliser les bénéfices de la première. Ce fut la naissance de la Neue Heimat Städtebau, mais aussi de nombreuses filiales servant toutes plus ou moins à pomper les finances de la maison mère, notamment en facturant des services fictifs ou surévalués. Lorsque le scandale éclate en 1982, c'est la catastrophe. Non seulement les syndicats doivent puiser d'urgence dans leurs caisses dites à tort de grève 1,3 milliard de Deutschmarks pour éponger les erreurs de spéculation à l'étranger (le capital n'a pas de frontière !) mais on découvre peu à peu que beaucoup de dirigeants de Neue Heimat et ses filiales avaient utilisé des fonds à leurs fins personnelles (pas stupides pour un sous les professionnels de la représentation de la classe ouvrière !).

Et après ça les ouvriers auraient le droit de se plaindre que les syndicats cassent leurs grèves. Non mais !

Tiens en parlant de puissance, il est intéressant de noter que M. Shioji au Japon, président du syndicat de Nissan (automobile) passait pour être aussi puissant que le président du groupe M. Kawamata, mais cette structure de pouvoir se dégrada au début des années 80 avec le ralentissement de la croissance de Nissan. Comença alors une guerre ouverte (pas de classes vous avez devinez !) entre M. Shioji (syndicat) et le nouveau président de Nissan M. Ishiwara. Celui-ci récupéra peu à peu le droit de la direction d'affecter les ouvriers de manière discrétionnaire à certaines tâches. C'est donc bien que la direction l'avait perdu au bénéfice du syndicat, syndicat qui a comme base militante les contremaîtres et chefs d'équipes qui sont à la fois les intermédiaires normaux de la hiérarchie et les cadres syndicaux. Le syndicat de Nissan s'est en fait arrogé le droit de négocier avec la direction des affectations et mutations des cols bleus ainsi que les promotions (l'un des critères non avoués de celles-ci étant la carrière syndicale). Et tout ça ne l'oublions surtout pas, c'est fait au nom de la défense des travailleurs.

N'ayant pas voulu prendre d'exemples (au singulier devrions-nous écrire exemple) en Russie, nous n'en donnerons pas aux USA. D'ailleurs c'est trop connu, d'aucun sait que là-bas c'est une sorte de Mafia, mais ce que tout le monde devrait savoir, c'est que c'est partout pareil.

La Belgique étant surtout connue en France pour ses frites et les blagues dont elle est la cible nous ne résistons pas non plus à l'envie de reproduire un fragment de déclaration que le sieur Jean-Claude Vandermeeren (secrétaire national de la FGTB, syndicat belge) a faite lors des grèves des mineurs :

" Les négociations se sont poursuivies depuis cette date, mais sans jamais aboutir à un accord. Car le gouvernement s'est substitué aux interlocuteurs sociaux, entravant le fonctionnement de la libre négociation. C'est ainsi que la réputation belge de paix sociale, basées sur la concertation à tous les niveaux, se dégingle de plus en plus. Les répercussions sont très graves pour l'avenir...

Le capital attaque régulièrement et de plus en plus brutalement nos conditions de vie. Depuis une dizaine d'années, sous la gauche comme sous la droite, le chômage ne cesse d'augmenter. Licenciements, travail temporaire, réduction du salaire réel, boulots de plus en plus dégradants, arrogance de ceux qui embauchent : le patronnat et l'Etat ne se plaignent pas !

Dans la même série d'attaques, les effectifs de la police se multiplient, avec plus de moyens, plus de pouvoirs et des lois répressives aux contours de plus en plus flous, dont l'interprétation est laissée au bon vouloir des préfets. La répression des immigrés, la revalorisation des symboles patriotiques et nationalistes, aux accents des hymnes à la liberté sont autant de chef-d'oeuvres que nous devons aux gouvernements qui se sont succédés, quelquesoit leur couleur politique.

Invariablement nous avons été appelés aux sacrifices : se serrer la ceinture et se passer des menottes, voilà le programme du capitalisme pour les prolétaires ! Les organisations qui prétendent parler au nom des travailleurs ont encore montré qu'elles sont autant d'organes capitalistes ennemis de nos intérêts: du P"C" et du P"S" organisant les licenciements et la répression aux syndicats qui ont parfaitement su remplir leur rôle ; encadrer les prolétaires de façon à saboter leurs luttes, à les isoler et à réduire leurs revendications à des slogans corporatistes ou nationalistes, Et plus que tout autre rôle, les syndicats doivent et ont négocié les conditions d'achat de vente ou de rebut de la force de travail, c'est-à dire des prolétaires. Leur fonction de rouage du système, c'est de rendre possible par la négociation les mesures que les nécessités du capital imposent. Ils enferment la lutte ouvrière dans la lutte pour l'emploi, c'est-à dire dans la lutte pour être des prolétaires exploités "comme avant".

Mais il n'y a pas de solution définitive à l'emploi dans le système capitaliste car c'est la condition-même de prolétaire qui est insupportable, au chômage ou en train de créer de la plus-value, en "col bleu" ou en "col blanc", immigré ou autochtone, temporaire ou titulaire, etc. C'est la remise en cause de notre situation d'esclaves salariés ou cherchant à l'être, qui permettra de faire reculer ces attaques et de livrer le combat sur notre terrain : attaquer l'accumulation du capital et imposer nos mesures pour en finir avec le salariat, la propriété, le capital et les classes.

D'innombrables imbéciles, grassement payés pour cela, parlent tous les jours de l'inexistence du prolétariat ou de sa disparition, mais ils ne ratent pas une occasion d'assimiler l'action de ce prolétariat (toujours soit-disant inexistant) à de la délinquance, à tel point qu'une simple grève est considérée comme une prise d'otages ! Comme si le capital ne prenait pas nos vies en otage avec les menaces de licenciements, comme s'il ne cherchait pas à nous terroriser avec les menaces d'expulsions !

Mais c'est qu'en fait, jamais la classe ouvrière n'a été potentiellement aussi puissante .

Les capitalistes ont besoin de tous leurs appareils pour vaincre le prolétariat car dès qu'il se mobilise, il paralyse la production et perturbe l'équilibre politique et économique du monde. Et encore ils tremblent tant que l'écrasement n'est pas certain. Ainsi en Pologne, il a fallu l'action conjointe et complice de l'Eglise, de Solidarnosc et du Parti-Etat pour rassurer le monde capitaliste.

Car ce que craint la sinistre trinité de ce système: Patronnat-Etat-Syndicat, c'est l'action du prolétariat. Tant que les travailleurs restent manipulés par les syndicats, l'église, ou éblouis par une quelconque illusion de "libéralisation" ou de "gauche populaire", alors, cette sinistre trinité, malgré sa peur, sait confusément que son pouvoir n'est pas sérieusement menacé. Mais le capital craint la force du prolétariat, et sa capacité à déjouer les manipulateurs et à briser les illusions.

Tous ceux qui parlent de la fin de la classe ouvrière sont ceux qui ont peur de la voir se manifester, refusant tout sacrifice et toute concession à ses exploités, et s'organisant contre les syndicats, le patronnat et l'Etat.

Conclusion : Le gouvernement pourra imposer sa volonté par la force... jusqu'au moment où le ras-le-bol provoquera des explosions qui ne seront plus contrôlées par le mouvement syndical et qui seront de plus en plus difficiles à rattraper par la concertation."

Et pour en revenir en France, l'ex-premier économiste de France, Barre, n'avait-il pas dit lui-même en 1983 : " Le danger tient moins à la force des syndicats qu'à leur faiblesse ". Et bien oui monsieur Barre, cette leçon de chose nous l'avons apprise depuis longtemps, nous qui avec notre classe sociale, celle des exploités du monde entier, voulons précisément représenter un danger pour votre système meurtrier qui nous écrase et nous opprime.

Les exemples que nous avons donnés, même s'ils ne peuvent être à eux seuls un fondement théorique solide pour prouver qu'en tant qu'organisme ils sont contre-révolutionnaires, suffisent pour les abominer viscéralement. En effet ces exemples ne sont pas des épiphénomènes, des déviations malheureuses mais l'essence même d'un organisme dont le capitalisme globalement parlant a besoin. Aujourd'hui le capitalisme suppose le syndicalisme, le syndicalisme suppose le capitalisme, ils sont la condition l'un de l'autre, ils se créent mutuellement, tout autant que le travail salarié. C'est pourquoi, le prolétariat ne peut s'organiser qu'en dehors et contre eux, pour stopper l'oxigène que Patrons-Etat-syndicats s'insufflent au bouche à bouche.

C'est à la cause de notre exploitation que nous devons nous attaquer.

A BAS LE CAPITALISME, A BAS LE SYNDICALISME.
ORGANISATION INDEPENDANTE DE CLASSE.

LISEZ NOTRE BROCHURE : Les syndicats contre
la révolution.

PROCEDURE DE LICENCIEMENTS

Selon "Le Monde" : "La loi supprimant le contrôle par l'administration du bien fondé des licenciements économiques s'applique depuis le 3 juillet et n'a d'effets tangibles que pour les licenciements collectifs de moins de neuf salariés..."

Tandis que des milliers d'ouvriers vont être licenciés, l'Etat, le Patronat, les syndicats et les médias se foutent de notre poire en gonflant l'importance des négociations sur cette petite loi. Au passage, la CGT qui refuse de négocier, en profite pour faire du tape-à-l'œil en se payant une attitude intransigeante à bon marché. Ne soyons pas dupes ! L'autorisation administrative de licenciement et sa suppression sont des détails techniques de fonctionnement capitaliste de routine. Pour les grosses affaires, genre Renault ou les chantiers navals, le système capitaliste cherche à se préserver contre les dangers d'explosion sociale et par conséquent ce qui compte le plus pour lui c'est l'autorisation syndicale de licenciement. Celle-ci doit être la cible des ouvriers en lutte.

- Non, la classe ouvrière n'est pas morte, mais ce qui n'est pas encore né, c'est son organisation. L'auto-organisation est indispensable : se réunir, définir par nous-mêmes les objectifs de la lutte et les moyens de les réaliser, Définir l'opportunité et la nature des coups à porter, vers où et avec qui étendre le mouvement, etc.

Il faut définir pour nous-mêmes les objectifs, c'est-à-dire au minimum le refus de négocier (surtout les licenciements) les sacrifices, l'indifférence à la situation économique de l'entreprise ou du pays. Accepter de s'en soucier, c'est se solidariser avec les plans d'exploitation du capital et se préparer des licenciements et des attaques plus dures pour demain.

C'est pourquoi s'opposer ou déborder les partis (de l'extrême-droite à l'extrême-gauche) et les syndicats (de la CGT à la CSL en passant par FO et la CFDT) ne suffit pas. Il faut nous coordonner sans et contre eux, créer des piquets et milices ne rendant des comptes qu'à des assemblées insoumises aux directives syndicales, etc. C'est grâce à notre propre organisation que nous pourrons refuser les licenciements, imposer l'embauche, faire cesser l'activité des branches de production parasites ou nuisibles et renverser l'activité des travailleurs de ces branches (par exemple : banques, finances, assurances, polices, armées, etc) pour faire diminuer radicalement le temps de travail. C'est là le premier pas vers la résolution du problème du chômage et du sur-travail. Il n'y a que la classe ouvrière qui puisse avancer cette solution et elle devra l'imposer. De même, c'est notre organisation qui nous donnera la force de faire la grève des loyers et de nous mobiliser contre les expulsions, de réquisitionner les installations et les produits nécessaires à la continuation et l'extension d'un mouvement, de préparer une grève, une manifestation, etc.

Sans organisation capable de définir, étendre et approfondir la lutte, nous serons incapables de résister aux coups que nous assène le capital, par ses flics, syndicats, patrons, etc.

Nous ne pouvons et devons compter que sur nos propres forces pour en finir avec ce système mondial d'exploitation et d'oppression.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS, SUPPRIMEZ LES POLICES, LES ARMEES, LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALAIRE.

ARMES, POUVOIR, ECONOMIE - AU PROLETARIAT

Unions, syndicats, partis, syndicats, etc. ne peuvent que servir de relais à l'oppression du prolétariat. Ils ne peuvent que servir de relais à l'oppression du prolétariat. Ils ne peuvent que servir de relais à l'oppression du prolétariat.

Mais c'est qu'en tant que classe, le prolétariat n'a été potentiellement aussi puissant.

Il faut que le prolétariat se mobilise, qu'il se réunisse, qu'il se défende et perturbe l'équilibre politique et économique du monde. Il faut que le prolétariat se mobilise, qu'il se réunisse, qu'il se défende et perturbe l'équilibre politique et économique du monde.

Pour tout contact avec le F.O.R., écrivez à : ALARME. BP 329, 75624 Paris CEDEX 13
IMP SPE. Supplément à Alarme N°33

Le système Patronnat-Etat-Syndicat, c'est l'action du prolétariat. Mais ce système Patronnat-Etat-Syndicat, c'est l'action du prolétariat. Mais ce système Patronnat-Etat-Syndicat, c'est l'action du prolétariat.

Sous ceux qui parlent de la fin de la classe ouvrière sont ceux qui ont peur de la voir se manifester, refusant tout sacrifice et toute concession à ses exploités, et s'opposant contre les syndicats, le patronat et l'Etat.

NON à la terreur capitaliste !

NON à l'union nationale !

Les attentats "terroristes" se suivent et se ressemblent sur l'essentiel. Les guerres incessantes aux quatre coins du monde depuis la fin de la deuxième boucherie mondiale se suivent et se ressemblent sur l'essentiel. Seulement voilà, maintenant c'est la France qui est directement touchée, non par la guerre qui exterminait des milliers d'êtres humains mais par des attentats à la bombe visant sa population civile, tuant aveuglément des dizaines de personnes.

Disons le immédiatement. Nous dénonçons, nous critiquons, nous combattons ce genre d'actions sans ambages, mais non avec les larmes d'une population paisible maintenue dans l'ignorance et la soumission, contrainte de reproduire chaque jour un système qui l'utilise et la piétine selon un bon vouloir basé sur ses nécessités économiques. Nous dénonçons, nous critiquons, nous combattons ce genre d'actions sans ambages, mais non avec les larmes de crocodile de la classe politique de tout bord dont l'hypocrisie nous répugne au moins autant que ces attentats eux-mêmes. Nous dénonçons, nous critiquons, nous combattons ce genre d'actions sans ambages, en tant que prolétaires révolutionnaires conscients de la cause des guerres et des attentats "terroristes", comme de toutes les autres manifestations spectaculaires ou non produites par ce vieux monde. Tant la cause que le remède sont uniques : l'existence du capitalisme mondial en pleine putréfaction pour la cause, et la révolution communiste mondiale pour le remède. Nous dénonçons, nous critiquons, nous combattons ce genre d'actions sans ambages, comme nous combattons tous les Etats, toutes les nations, toutes les forces qui permettent (toutes sans exception) au capitalisme mondial de perdurer alors qu'il est plus que grand temps de le détruire de fond en comble.

C'est pourquoi, tout en nous insurgant contre les attentats meurtriers d'une ou de plusieurs fractions du capitalisme mondial, nous dénonçons et nous combattons l'union nationale préconisée par le capitalisme français et ses défenseurs au nom d'un état de droit opposé à celui d'un totalitarisme dévastateur. L'Etat de droit constitue la force tranquille des démocraties nous disent les démocrates, démocraties qui toujours aussi tranquilles ont envoyé maintes fois bonne partie de leur population à l'abattoir lors des guerres mondiales et qui sont prêtes à le faire de nouveau si besoin (nécessité oblige) en est. Nous ne crierons ni avec SOS racisme et ses appels humanistoïdes, ni avec le gouvernement actuel, ni avec son opposition, nous crions et nous crierons en tant que révolutionnaires s'élevant contre ce monde réactionnaire et les ignominies dont il est cause. La terreur c'est l'existence même de ce système social même si celle-ci se manifeste plus ou moins crûment suivant les situations et l'accentuation des contradictions qu'il porte en son sein.

L'union nationale que tous les politiciens par dessus leurs divergences de détail sur le comment mieux nous exploiter, veulent nous faire accepter est synonyme de capitulation face à notre ennemi qui se trouve dans "notre" propre pays et qui est complice, même lorsqu'il s'y oppose par les armes, de nos ennemis dans les autres pays. Nous faire accepter l'union nationale aujourd'hui contre les attentats meurtriers, c'est vouloir nous faire accepter par avance l'union sacrée dans le cas d'un conflit guerrier plus vaste et plus grave. Et ce, le prolétariat ne peut l'accepter sous aucun prétexte.

Mieux encore. La fin des attentats qui font la Une de la presse aujourd'hui dépend, non des tactiques et stratégies de ceux qui nous gouvernent, mais de l'attitude énergique du prolétariat contre tous ses ennemis, Etat national y compris. Elle dépend de la volonté de lutte de la classe qui produit les richesses sociales sur la petite planète terre, et qui est contrainte de consommer les produits les plus minables et exécrationnels. Le cynisme des politicards est à ce propos sans bornes et sans gêne, eux qui pour orchestrer à leur avantage l'horreur produite par ces attentats ne s'embarrassent pas d'augmenter que les "terroristes" s'attaquent même aux petites bourses (entre autre donc aux maghrebins) qui achètent chez Tati.

Ces attentats, produits directs des conflits inter-impérialistes que se livrent les Etats constitués (ou aspirant à l'être ou à s'agrandir) servent entre autre de façon indirecte les pays visés à accentuer les moyens de répression sans que ceux-ci d'ailleurs viennent ébranler sérieusement le "terrorisme" capitaliste international.

mais qui pourraient être bien futiles contre les mouvements sociaux prolétariens le cas échéant, et ce même si en tendance et de toute façon le monde actuel se dirige vers la militarisation et l'Etatisme chaque fois plus grandes, c'est-à-dire vers une domination de plus en plus bestiale et nocive du capitalisme. Même dans les pays démocratiques ou d'Etat de droit que nous serions supposés défendre becs et ongles, les droits du citoyen ne sont que la négation de ce qu'ils supposent représenter. Ainsi le droit de manifestation n'est que le droit à la procession, le droit de grève que le droit à la discussion syndicale, le droit d'association n'est que le droit de s'affilier à un syndicat et ainsi de suite... sans oublier que le droit à la protection c'est le droit d'avoir une police plus forte capable de vous matraquer quand il le faut.

Mais revenons aux actes "terroristes" de ces derniers temps. Eux aussi répondent à une union nationale aussi réactionnaire que celle que leurs attentats contribuent à vouloir susciter dans les pays visés, qu'ils soient manipulés par la Syrie, la Libye, l'Iran, le Liban ou la Palestine non constituée comme Etat national opprimant son propre prolétariat. Ce ne sont pas les Etats capitalistes quels qu'ils soient qui empêcheront les attentats répugnants qui ont eu lieu à Paris, mais bel et bien l'action indépendante de classe partout dans le monde. D'autant plus qu'en deçà et au delà des rivalités, à cause d'elles aussi, il existe une complicité entre les protecteurs des "terroristes" et les gouvernements qui en sont la cible. La preuve en est les relations et les concessions entre les uns et les autres en plus des fréquentes libérations d'individus coupables d'assassinats. En toile de fond se trouve l'entente réciproque face et contre la révolution prolétarienne. Ce n'est pas nouveau et les exemples ne manquent pas, même si on ne remonte pas trop loin dans le temps. Par exemple l'intimité du dirigeant suprême des black powers avec ... Giscard d'Estaing était un fait connu. Tout comme l'apparition de groupes "terroristes" dits néo-nazis à génération spontanée frappant les Etats-Unis (les nations aryennes, l'Ordre, le Pacte, l'Epée de Dieu, Parti des travailleurs socialistes, Santuario) dont chaque investigation trace l'origine jusqu'à des agents cubains. L'arrestation du "Révérend" Sandoval au Texas et celle de Gloria Hernandez en Floride ont permis de découvrir un trafic d'armes considérable effectué par l'Unité révolutionnaire (branche du Parti travailliste guatémaltèque) en accord avec le Parti "socialiste" unifié mexicain. Ou encore le "Révérend" Farrakhan à qui Kadhafi a envoyé 5 milliards de dollars, début mai 85, aussitôt après avoir proclamé prendre "toute responsabilité pour les actes "terroristes" anti-américains" et après avoir créé le Commandement terroriste pan-arabe, groupant non seulement des irakiens, des libanais, des Soudanais, mais aussi des irlandais, des anglais, des belges. Ou encore un groupe islamique "l'entreprise", associé à celui de Farrakhan, ayant pris naissance dans les prisons où sont enfermés des panthères noires et des membres de l'Armée noire de libération, dont l'étroite collaboration avec les "terroristes" financés par la libye a été clairement établie. Ou encore des irakiens arrêtés en Floride qui fabriquaient grâce à un matériel russe, de faux passeports et de fausses cartes d'identité militaires. Leur chef Salah Jawad a admis agir pour Khomeiny dans un triple but : propager la foi intégriste parmi les quelques 10 millions de citoyens d'ascendance arabe ; recruter des jeunes pour les équipes de tueurs ; convertir à l'islam "pur" le plus grand nombre possible de noirs. Ou encore après l'attaque effectuée le 12 mars 1985 contre l'ambassade turque à Ottawa par des "terroristes" arméniens, le FBI a pu établir que le trésor de guerre de l'ASALA provenait en partie d'un trafic de drogue organisé par Noubar Soufagan, ayant échappé à l'emprisonnement à New-York, condamné en Suisse, déporté en Grèce, d'où il avait été envoyé à ... Beyrouth, à la fois centre mondial de l'héroïne et quartier général de l'armée révolutionnaire arménienne. La troisième génération des arméniens américains est de plus infiltrée de propagande "soviétique" brochée sur le génocide de 1915. Cette même ASALA qui menace également la France aujourd'hui d'attentats à la bombe sur sa population civile.

Il faut en finir avec toute cette pourriture, avec ce labyrinthe d'accords meurtriers, avec le KGB, avec le FBI, avec tous les Etats, toutes les nations. Seule l'action décidée du prolétariat partout dans le monde en est capable. Que le spectre du communisme vienne à nouveau les hanter fortement, et ça en sera fini des guerres, des attentats et de toutes les conséquences de cette société capitaliste qu'il faut achever. Ce seront eux, tous autant qu'ils sont, qui n'oseront pas montrer le bout de leur nez.

Le front populaire contre la classe ouvrière

L'anniversaire de 1936, dignement fêté à gauche et vaguement boudé à droite, a exhumé le mythe d'une victoire ouvrière, populaire, de la gauche unie. Cela permet de cristalliser le sordide marchandage gauche-droite autour d'une défense des "acquis" de 1936. Deux semaines de congés payés, les 40 heures, de meilleurs salaires, des contrats collectifs et non plus individuels, l'institution des délégués syndicaux du personnel, etc.

Evidemment cela peut faire rêver ceux qui ne voient que cela, en rapport avec la situation actuelle. Il faut cependant, pour dire si les grèves de 1936 ont été une victoire ou non, restituer le mouvement dans son contexte, évaluer ses possibilités et définir ce qu'a été le Front Populaire.

Tout d'abord le Front Populaire ou plutôt les fronts populaires furent une initiative de Staline, enjoignant aux P."C" de s'unir avec tous contre le fascisme. Ils ont donc été une gigantesque manoeuvre politique stalinienne à l'échelle de l'Europe, dans le cadre des négociations que la Russie menait auprès des blocs existant pour se faire admettre et aider par l'un d'eux. Du point de vue des P."C" et de leurs syndicats, l'existence d'une forte agitation ouvrière dans certains pays (France, Espagne, USA, ...) ne pouvait que favoriser la pression diplomatique russe, vu l'illusion qui régnait encore parmi les prolétaires sur la nature de la Russie.

Cependant l'ampleur du mouvement de grèves en France, sa grande fermeté et sa proximité avec l'agitation révolutionnaire de la classe ouvrière en Espagne (où les staliniens ne contrôlaient encore rien) firent craindre que la CGT ne pourrait contenir la lutte dans les limites du jeu démocratique. Il fallut tout le prestige de la Russie derrière Thorez pour maîtriser la grève et la faire échouer.

Le potentiel créé par la paralysie du pays et les liens internationaux se dessinant, fut diminué puis éteint grâce à l'intervention diligente de Thorez-Jouhaux-Duclos. Le patronat, paniqué, lâcha de substantielles concessions, le plus rapidement possible, dès qu'il se rendit compte du risque d'explosion non contenue par la contre-révolution stalinienne.

Bien que haïssant le P."C" et la CGT (comme on peut haïr des concurrents impitoyables) les patrons préférèrent composer avec plutôt que de déclencher un conflit aigu et irréparable avec le prolétariat. Même si déjà les prolétaires étaient vaincus dans de nombreux pays, les perspectives d'une relance de la lutte pour la prise du pouvoir par le prolétariat, l'abolition du salariat, le communisme, n'étaient pas totalement fermées. S'il y a bien une période où la lutte prolétarienne a repoussé l'éclatement de la guerre jusqu'à épuisement total, c'est celle-là. Réquisition des usines pour les faire fonctionner et préparer la prise du pouvoir, démanteler les branches de production nuisibles ou parasites pour abaisser massivement le temps de travail, et non pas occuper passivement les lieux de travail en demandant 40 heures et des congés, tel était le décalage entre les possibilités d'action et l'usage qui en fut fait.

Eu égard aux possibilités qu'offraient la grève générale, tant localement qu'internationalement, l'acceptation des accords de Matignon, sanctionnée par la reprise lente mais nette du travail, constitua une grosse défaite du prolétariat, qui s'assujettit alors pour longtemps au stalinisme tout en donnant des garanties au Capital pour la guerre qui put mieux se profiler à partir de là.

Emus par cette défaite, dont ils furent les principaux artisans et qui fut leur victoire, les partis et syndicats de gauche commémorent l'époque où ils pouvaient manipuler des millions de prolétaires.

Aujourd'hui ils se sentent incapables de dévoyer de telles mobilisations et craignent de les voir se former, tant ils savent qu'ils seront alors traités pour ce qu'ils sont : en ennemis.

Belgique: sans lutte anti-syndicale,

pas de victoire ouvrière

Durant deux mois, entre avril et juin 86, la Belgique a été une nouvelle fois le centre géographique de la lutte de classe en Europe. Une suite de grèves massives dans l'ensemble du pays se sont développées en réaction au nouveau plan d'austérité que le gouvernement "de droite" reconduit par les élections d'Octobre 85, mettait en chantier. Ce plan qui prévoyait un "dégraissage" important dans les charbonnages, les chantiers navals, la sidérurgie entre autres, le démantèlement du service public et la dégradation des prestations sociales, constituait une brutale attaque contre le prolétariat belge déjà mis à rude épreuve par de précédents plans anti-ouvriers.

Ainsi à la mi-avril les mineurs de la région du Limbourg débrayaient spontanément, prenant de cours les directions syndicales qui avaient essayé d'épuiser leur hargne par des journées d'action de 24 heures complètement bidon. Sous l'impulsion de la base (80% du prolétariat belge est syndiqué) et de militants gauchistes du PTB (Parti du Travail de Belgique, stalino-maoïste) les ouvriers constituaient des piquets de grève et des délégations pour rechercher la solidarité d'autres secteurs et étendre le mouvement dans la région. Après 48 heures de grève et contre leur avis initial, les directions syndicales reconnaissaient la grève et la légitimaient d'un point de vue capitaliste. Cette grève, qui s'insérait dans une agitation sociale de plusieurs mois issue principalement de la défaite électorale de la "gauche" en 85 qui avait bénéficié de l'appui ouvert de la FGTB (syndicat pro-socialiste), devait apparaître comme le détonateur d'une explosion sociale quasi générale.

Après quinze jours de grève et au moment où le secteur public entraînait dans la danse, les syndicats appelaient à la reprise dans les mines et brisait une fois de plus la solidarité possible de franges radicalisée de prolétaires. Dans la région du Hainaut (le centre) la grève sera générale pendant quinze jours.

Au caractère massif de cette lutte, il faut ajouter une réelle combativité de la classe ouvrière et l'affirmation de son besoin d'unir et d'étendre le combat par delà les séparations corporatistes et régionales. Cette combativité s'exprimait par les tentatives du prolétariat de prendre en mains la défense de ses intérêts et de lier son action par un même mot d'ordre de refus de l'austérité que l'Etat belge voulait lui imposer pour accroître la rentabilité de son appareil productif dans la guerre économique pour l'accaparement de la plus-value internationale. En ce sens, cette grève en Belgique portait en elle le germe d'une perspective anti-capitaliste réelle, basée sur la confrontation de ses intérêts de classe exploitée contre une nouvelle atteinte à ses misérables conditions de survie. Pourtant, le mouvement devait être étouffé!

Faisant suite à de nombreuses actions sectorielles (cheminots, puis enseignants, puis transports, etc) encadrées et impulsées par les syndicats, le 31 mai à l'appel de la FGTB qui avait programmé une grève générale pour cette date depuis 2 mois - 200 000 prolétaires se retrouvaient dans une manifestation où ils n'avaient rien à foutre, sans perspectives et qui annonçait la suite des événements: appels à la reprise du travail, négociations par branches professionnelles ou par secteurs, grèves tournantes sectorielles et autres magouilles syndicales, capitalistes, réactionnaires et mortelles pour la lutte du prolétariat pour son émancipation.

Pour importante que fut la mobilisation de la classe ouvrière belge, et malgré certaines actions violentes contre notamment des locaux syndicaux ou des affrontements avec la police lâchée pour réprimer le mouvement quand les syndicats le désavouaient (chez les mineurs plus particulièrement après l'appel à la reprise), les mêmes problèmes se sont posés et sont restés sans solution, précipitant l'échec du mouvement: la question du contenu de la lutte, de l'organisation de celle-ci et de sa perspective n'ont été envisagées que de façon embryonnaire par certaines franges de prolétaires plus conscients. A ces questions vitales pour la lutte de classe et l'avancée de la conscience du prolétariat de son but final, la tendance générale a été la sou-

mission au carcan syndical et son idéologie capitaliste de "défense de l'outil de travail", du "réalisme économique", ou de "l'union nationale contre la concurrence internationale" et autres slogans capitalistes. Car, même si le mouvement a surpris les directions syndicales, il apparaissait clairement qu'il n'a jamais débordé les syndicats en tant que organes du capital, auquel cas ce serait ne pas comprendre le rôle du syndicalisme de base comme catalyseur de la volonté de lutte prolétarienne vers... le syndicalisme, sa légalité, ses aspirations au fauteuil suprême de l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans le Limbourg par exemple, les délégués de base de la FGTB (gauchistes appartenant au PTB pour la plupart) ont préparé le terrain à une prise en charge par leurs soins des potentiels débordements: critique des directions "traîtres", appels à l'union syndicale FGTB-CSL, tracts pour la grève générale et développement d'une perspective politique pour la participation de "socialistes" au gouvernement. L'ensemble de cette pratique portera ses fruits très vite. En effet, les assemblées générales, les comités de grève qui se créeront seront encouragés par eux et se feront sous leur contrôle, allant jusqu'à en évincé les prolétaires qui étaient invités à combattre en restant à la maison, en allant mendier à droite et à gauche un soutien populaire vide de contenu de classe. Dans le restant du pays, ces mêmes délégués de base perpétueront les schémas d'actions propres à tout gauchiste qui se respecte: pétitions, manifs aux préfectures, pétitions et piquets de grève soumis aux orientations syndicales auxquelles étaient "exigées" plus de démocratie! En résumé la panoplie du parfait briseur de grèves, quoi!

Ainsi le syndicalisme de base joua son rôle de flic social de la même manière naturelle que l'assure politiquement l'extrême-gauche et son programme capitaliste d'état. Il appartient à l'arsenal capitaliste pour démoraliser, castrer et dévoyer le prolétariat le plus conscient vers le "syndicalisme de combat" et contre les bureaux "crates" timorés et traîtres". En fait, la question du "syndicalisme de combat" n'est que poudre aux yeux! Qu'il se prétende "de combat" ou hué parceque "bureaucratique", le syndicalisme reste la force majeure de la répression ouvrière. Le syndicalisme de base est aujourd'hui l'arme essentielle de la classe capitaliste contre le prolétariat et correspond à la nécessité de s'adapter à l'effritement du syndicalisme en Europe dans une période dans laquelle les directions syndicales se sont plus que mouillées pour faire avaler la pilule de la restructuration au prolétariat. Aujourd'hui, la conscience de classe de celui-ci est bien en deçà de sa capacité objective à détruire la société d'exploitation, et le niveau de ses luttes ne trouvera une réelle embellie qu'en s'opposant ouvertement aux appareils syndicaux, c'est-à-dire que la confrontation ne pourra se limiter à la critique des directions mais qu'elle devra viser l'ensemble de l'organe syndical, capitaliste par nature.

L'échec de la grève des mineurs anglais en 84, du Danemark en 85 et en Belgique même dans le secteur public en 83 ont marqué le sceau de la pratique capitaliste des syndicalistes de base. A une politique capitaliste, le prolétariat ne peut que répondre par une pratique prolétarienne, critique en actes de la dictature du Capital sur le Salarariat. En Belgique, ce qui fondamentalement a manqué à la combativité ouvrière, c'est sa capacité à rejeter les formes et contenus syndicaux, tant au niveau de son auto-organisation qu'à celui de ses revendications. Renouer avec la lutte subversive impose à la classe ouvrière de rejeter la légalité démocratique, en prenant en charge la lutte, en niant partout d'autres intérêts que les siens en tant que classe exploitée: refus des licenciements, augmentation des salaires réels, baisse du temps de travail avec incorporation des chômeurs, election de délégués en assemblées générales et révocables à tout instant, solidarité active par la création de piquets de grèves anti-syndicaux et ouverts à l'ensemble de la classe, réfuter le "droit au travail" en foutant les "jaunes" hors des usines, etc! C'est par un contenu de lutte a-national et internationaliste de fait par ses taches, adapté à la seule perspective communiste d'attaque de la plus-value, que la classe ouvrière parviendra à sa maturité de classe révolutionnaire. Elle devra pour se faire démanteler et détruire le syndicalisme. Cette nécessité se pose de manière plus vitale encore pour les organisations révolutionnaires dans leur participation et leur intervention dans les luttes: on ne peut "voir du rouge dans tout ce qui bouge" et appeler bêtement à l'extension d'un mouvement (en Belgique les gauchistes s'en sont chargés), mais au contraire proposer des mesures anti-capitalistes contraires aux slogans syndicaux, quelle que soit la "radicalité" de ceux-ci. C'est dans cette mesure que la lutte se fera dans un esprit neuf et capable de bouleverser l'ordre capitaliste, libérant cette fameuse subjectivité qui manque

Bolivie: un tour de Paz-Paz anti-ouvrier

A l'appel syndical de la Centrale Ouvrière Bolivienne, sept mille ouvriers des mines d'étain d'Oruro se sont mis en marche "pour la paix et la vie" jusqu'à la capitale, la Paz. Le 2 septembre 86, les mineurs ont décidé de rentrer et de retourner au travail à la suite de la création d'une commission médiatrice entre la COB et le gouvernement.

Cette marche, dont le mot d'ordre est "pour la paix et la vie" est le meilleur symbole du long chemin parcouru de concert par l'Eglise, les syndicats et l'Etat. En effet, la vie pour les mineurs représente le sauvetage de l'exploitation des mines d'étain, opposé au démantèlement projeté par l'Etat. La paix présuppose le renoncement à la lutte révolutionnaire pour changer la situation de la classe exploitée, dépossédée de tout et espérant le paradis de dieu. Curés, semi-curés et syndicalistes s'évertuent à déformer les véritables causes de l'esclavage moderne du prolétariat afin de concilier et réconcilier des classes irréductiblement opposées. C'est de là que viennent ces pénitences de jeune dites grèves de la faim dans les moments de tension ces dernières années.

La COMIBOL, c'est-à-dire le complexe minier nationalisé en 1952 par le MNR, est au bord de la faillite à cause de la brutale baisse des cours mondiaux. D'après les propositions de la COB, dans la bouche de son indispensable représentant Juan Lechin, la crise peut être résolue en s'y attaquant sur deux fronts. D'une part avec la modernisation et l'investissement, d'autre part en réduisant le nombre de postes administratifs. Ces propositions que nous connaissons déjà tous, sont les habituels remèdes qu'utilise le capital pour restructurer l'économie nationale et l'imbriquer mieux dans le capitalisme mondial. Comme tout syndicat, la COB négocie avec l'Etat le taux d'exploitation de ses affiliés et de la classe dans son ensemble. Par ailleurs, comme rouage du système capitaliste, il doit se prononcer en faveur d'un plan de sauvetage de ce système et de son économie nationale, dont le corollaire est d'intensifier l'exploitation, de réduire les coûts, bref, d'être compétitif. Ainsi la fonction de la COB et des syndicats en général est de négocier la force productive du prolétariat avec le patronat ou l'Etat, et de s'opposer fondamentalement à la révolution pour éviter sa propre destruction en tant que pierre angulaire de la perpétuation du système capitaliste.

La marche des mineurs en Bolivie est un bon thermomètre de l'état actuel des luttes du prolétariat au niveau local et mondial. La première constatation que l'on peut faire, c'est que ces luttes sont encadrées et dirigées par les syndicats, ici la COB ; et la seconde, c'est que les revendications sont défensives, et que leur contenu est le simple maintien du poste de travail y compris en cas d'intensification de l'exploitation (moins de salaire, plus d'heures de travail etc...). Cette marche massive de 7000 mineurs vers la Paz n'a pu échapper à cette situation, même si en Bolivie et dans d'autres pays d'Amérique Latine les débordements contre la police sont courants. Le contenu de la marche ne change guère, même si 800 mineurs ont pu accomplir leur objectif : arriver au centre de la Paz. Ce fut une marche funèbre pour négocier un compromis déjà établi entre la COB et l'Etat. Une marche syndicale caractérisée par une défaite ouvrière.

Sans l'ombre d'un doute, la COB est en Amérique Latine l'exemple classique de la fonction des syndicats contre la révolution. Sa collaboration avec l'Etat remonte à son origine. Ainsi dès 1946, la FSTMB (plus tard au sein de la COB) a approuvé les thèses de Pulacayo présentées par le courant trotskiste. Ce texte définissait la stratégie de la COB en faveur de la co-direction et de la co-administration des entreprises de l'Etat, tout en soumettant les entreprises du secteur privé au contrôle ouvrier (en fait syndical) de la production. En 1952, l'espace politique pour cette collaboration repose sur le gouvernement nationaliste de Paz Estensoro, membre du MNR, qui matérialise les bases de cette union en nationalisant les mines d'étain, permettant ainsi la création de la COB.

Dès l'origine, la volonté de participation de la COB au monde politique révèle sa fonction contre-révolutionnaire. Quatre membres de la COB ont participé au premier gouvernement de Paz Estensoro, ministres ouvriers occupant des postes importants; accomplissant cette fonction au sein même de l'Etat. Cette expérience a pris fin en 1956 sans pouvoir y inclure la co-gestion dans les entreprises de l'Etat. Puis en 1970, le général J. Jose Torres propose la même expérience de participation gouvernementale à la COB. Cependant la COB refuse, considérant nécessaire d'avoir la moitié

aux luttes prolétariennes et indispensable à l'extension du mouvement.

En Belgique, l'ampleur du mouvement a montré la force potentielle du prolétariat pour s'affronter à l'Etat, mais il montrait en même temps la nécessité d'organisations révolutionnaires pour mettre en avant le but communiste de chaque combat de classe, du développement de la lutte comme réponse à l'exploitation capitaliste et syndicale. Et quitte à être à contre-courant du prolétariat lui-même, c'est cette affirmation du combat pour la révolution communiste par la lutte quotidienne qui ne doit pas être abandonnée; autrement, syndicats, partis politiques pousseront davantage notre classe dans les ornières de la réaction: défense de la démocratie capitaliste et de son légalisme, défense de l'économie nationale et ses frontières, défense du travail salarié et de sa misère anachronique.

Pour le prolétariat international, l'avenir de ses luttes est à ce prix s'il tient à en finir avec le chômage, les aumônes appelées prestations sociales, l'abrutissement par le travail, et la quête de quelqu'un pour acheter sa force de travail et le déposséder de tout, autant d'aspects de la misérable existence que le capitalisme lui réserve.

Ecrivez-nous!
Prenez contact avec nous!
Militez pour la révolution
socialiste!

Permanences en France :

Paris : les seconds samedi de chaque mois de 14 à 16 H00
au café le "Rond-Point" . Métro Père-Lachaise .

Tours : Tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17H00
au café "Le Bordeaux" , place de la gare, soit le
25 Octobre 86 pour la prochaine.

Nancy : Tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17H00
au café de la gare, place de la gare, soit le
29 Novembre 86.

Dépôt légal 3^{eme} trimestre 86/

SOUSCRIPTION

Directeur de la publication
Pierre Maréchal

Commission par. n° 61890

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de : ALARME CCP n° 151628 U Paris

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :

ALARME B.P 329
75624 PARIS
CEDEX 13

ALARMA (écrire sans autre mention)
Apdo 5355 BARCELONA (ESPAGNE)

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de
ALARME CCP n° 151628 U Paris

ABONNEMENTS : ALARME
1 an ... 4 n° ... 20f
L'ARME DE LA CRITIQUE
1 an ... 2 n° ... 30f
ALARMA
1 an ... 4 n° ... 20f

des ministres d'origine syndicale. Cette représentation syndicale est accompagnée du vœux de la centrale que les délégués doivent être soumis en permanence à la révocabilité devant le syndicat. Cette discussion et surtout l'indécision du gouvernement Torres ont permis l'apparition des "asambleas populares" contrôlées par la COB afin de discuter de la participation des ministres à ce gouvernement. En réalité le débat mené par les trotskistes (dès l'origine plus nombreux que les staliniens dans le pays) et d'autres courants dans ces assemblées, a eu pour unique objectif de faire pression sur le gouvernement pour qu'il accepte les vieilles aspirations des thèses de Pulacayo. A aucun moment ce débat ne mit en question la signification de cette participation et l'appui sans condition au gouvernement soi-disant progressiste de Torres, en un mot au système capitaliste. Ces assemblées liées au bon fonctionnement du capital furent interdites et réprimées par le coup d'Etat militaire. Cependant il est important de remarquer que la répression des militaires eu lieu à cause d'une éventuelle participation syndicale au gouvernement et surtout du fait que les assemblées populaires pourraient devenir un embryon de pouvoir ouvrier si celles-ci rompaient avec les illusions du programme de gouvernement capitaliste de la COB.

Ce qui empêche la COB et les militaires de s'entendre c'est le danger constant de débordements prolétariens, dans la mesure où leurs méthodes sont différentes. Pour la COB c'est la participation des travailleurs (en fait du syndicat) dans l'administration de l'Etat capitaliste qui pourra empêcher tout embryon révolutionnaire. Pour les militaires, éduqués à l'école de la répression directe, seul l'ordre et le travail permettent de résoudre la crise. Pour l'instant les uns et les autres ont su jouer leur rôle de mur infranchissable pour les idées révolutionnaires. Ainsi la ligne de la COB se caractérise d'un côté par l'appui aux gouvernements dits progressistes, militaires ou civiles, et de l'autre par sa participation directe dans la gestion de l'Etat, proposition qui apparaît constamment dans ses discours et congrès.

On comprend bien alors que le secrétaire de la COB Lechin n'ait pas voulu de postes dans le gouvernement de H. Siles Zuazo, dans la mesure où il exigeait une majorité de membres de la COB dans la composition du gouvernement. Mais il obtint tout de même entière satisfaction quant à son programme capitaliste de gouvernement. Ainsi en délimitant ses différences avec le gouvernement, la COB se prononça pour une réforme sur le mode de gestion sans toucher à la propriété d'Etat ou privée. En échange le gouvernement accepta que la gestion de la COMIBOL soit effectuée par une majorité de quatre membres de la COB sur un total de 7 membres, soit la majorité dans l'administration de tous les secteurs: prospection, commercialisation, production, achat etc... Cette réforme laissa la porte ouverte à la COB pour qu'elle puisse étendre la gestion à toutes les entreprises d'Etat, tout en soumettant les entreprises privées au contrôle ouvrier syndical.

Le prolétariat mondial et le bolivien par conséquent doit comprendre que cette marche est réactionnaire afin de ne plus tomber dans le jeu du capitalisme à travers les syndicats. Ce bilan doit mettre en relief le manque énorme des idées révolutionnaires aujourd'hui dont la cause fondamentale provient de la contre-révolution en Russie, avant-garde agissante de la contre-révolution mondiale, ce qui permit aux staliniens, aux trotskistes et à toutes les fractions (se disant de gauche) du capital de mener les ouvriers et le prolétariat en général vers une lutte stérile et contraire à leurs intérêts. En clair le prolétariat doit comprendre que la nécessité qu'il a en tant que classe de cesser d'être exploité aboutit à la révolution communiste, et qu'il doit tout faire pour ne plus être le jouet du Parti-Etat ou du syndicat-Etat.

Le prolétariat doit s'imposer et refuser tout programme capitaliste, qu'il provienne de la COB ou des fractions (qui se disent de gauche) du capitalisme, des staliniens ou des trotskistes qui collaborent mutuellement dans la COB. En refusant cette collaboration d'union sacrée dont le fruit amer de cet amour est le programme capitaliste dans sa version co-gouvernement et co-administration, les idées révolutionnaires pourront à nouveau germer et la lutte décisive pour l'abolition du travail salarié, base pour l'avènement du communisme au niveau planétaire, sera enfin une réalité.

Les mineurs, les prolétaires en Bolivie ne doivent plus s'embarquer dans le jeu des appareils et des fractions, soeurs entre elles, du mouvement nationaliste MNR, toutes disposées à confondre et à dévier les véritables aspirations de la classe prolétarienne. Ni la co-administration, ni le contrôle ouvrier de la production

ne sont les drapeaux de la révolution. Les richesses produites par le prolétariat lui appartiennent et elles devront revenir ensuite à la société dans son ensemble. Les mineurs doivent marquer cette rupture en dénonçant la COB (et ses marches) pour le danger énorme qu'elle représente pour la révolution, en se réunissant dans des assemblées révocables à tout moment, non manipulées par le syndicat, dans une lutte ouverte contre l'exploitation capitaliste. Sans tenir compte de l'économie capitaliste nationale, les revendications doivent s'attaquer à l'accumulation du capital sur la base générale de moins de travail et plus de paye. En outre l'extension de cette lutte révolutionnaire ne doit pas avoir de frontière, et peut se faire, par exemple dans le cas des mineurs (mais non par esprit corporatiste) en envoyant des délégations à tous les centres miniers et industriels en général, au Pérou, au Brésil, au Chili, qui sont les plus proches, en demandant la solidarité et qu'ils fassent la même chose dans leurs pays. Le vaste mouvement d'ensemble pourra avoir une répercussion mondiale, seule issue à la situation des mineurs, des prolétaires, en Bolivie et dans le monde entier.

PUBLICATIONS DU F.O.R

EN FRANÇAIS

Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis	25,00
Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis	25,00
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis	25,00
Le manifeste des égèstes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret	25,00
Fausse trajectoire de Révolution Internationale	5,00
Alarme spéciale organisation (n°13)	5,00
Alarme collection complète par 10 numéros	30,00
Pour un second manifeste communiste	20,00
Analyse d'un vide, cinquante ans après Le trotskisme	25,00

EN ESPAGNOL

Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis	80,00
Pro segundo manifesto comunista	20,00
Llamamiento y exhorto a la nueva generación	15,00
Trayectoria quebrada de Revolución Internacional	5,00
Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)	15,00
Análisis de un vacío, cincuenta años después, el trotskismo	25,00
Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)	25,00
El SWP y la guerra imperialista (1945)	25,00
Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satélites ; C/U	35,00
Partido-Estado, Stalinismo, Revolución	25,00

ITALIE - GRECE

Pur un secondo manifesto comunista	20,00
La gauche communiste en Grèce (1918-30)	30,00

LISEZ "L'ARME DE LA CRITIQUE" !

supplément à "ALARME"